

BULLETIN ŒCUMENIQUE

N° 6 / SEPTEMBRE 1992
PARAIT 8 FOIS PAR AN

interrogation

L'info qui dit la vie

Cet été, entre deux bouffées d'air pur, j'ai été assaillie par les nouvelles très violentes en provenance de l'Europe et du monde: ex-Yougoslavie où l'on bombarde les populations civiles qui fuyent de toutes parts, Somalie où un million et demi d'enfants risquent de mourir de faim, Thaïlande et pays environnants où l'on enlève des adolescents de plus en plus jeunes pour les livrer à la prostitution,... les informations n'arrêtent pas de débiter des horreurs.

Que faire de tout ce qui nous arrive ainsi en plein coeur, en plein ventre, au travers d'images souvent insupportables? Comment digérer, jour après jour, cette quantité d'évènements tragiques?

Autrefois les messagers de mauvaises nouvelles risquaient leur tête à venir ainsi troubler la paix du destinataire. Aujourd'hui, les présentateurs de TV enchaînent gaillardement sur une autre catastrophe, ou le dernier record olympique!

Si au moins on nous livrait avec chaque information néfaste une proposition d'aide concrète, immédiate... Mais limités à notre rôle de spectateurs, nous restons le plus souvent avec un grand sentiment d'impuissance.

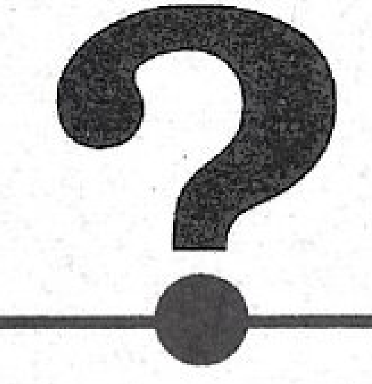
TOUTE l'information n'est pourtant pas telle que je la décris. Il existe des alternatives, celle-ci par exemple: Radio Enriquillo. Cette petite radio dominicaine transmet en Haïti de l'information provenant d'Haïti même, mais qui ne pourrait s'y diffuser à cause de la censure. Son directeur déclare: «Nous faisons cela par solidarité et malgré les risques, pour aider un peuple écrasé, empêché de s'exprimer et de s'informer sur ce qui se passe sur sa propre terre»*. Comme le gouvernement de St-Domingue interdit le créole, trop subversif, les journalistes se mettent à CHANTER les infos, les communiqués, les slogans, etc... «Il a été impossible de l'interdire alors que les chansons en langues étrangères inondent toutes les radios! (...) L'évèque de Jérémie, Msg Romulus, chante lui aussi à la radio. (...) Les paysans chantent, les jeunes chantent...»*. Mais l'aspect le plus intéressant, c'est la relation introduite par cette radio entre les frères ennemis que sont Haïti et St-Domingue: «La radio a joué un rôle important face à cette situation historique , en manifestant la solidarité des Dominicains avec Haïti. (...) C'est comme si la frontière était en train de tomber, non pas entre les gouvernements mais entre les peuples. (...) Notre travail d'information est intimement lié aux autres luttes populaires de notre pays.»*

Voilà ce qu'au fond je désire: une information-solidarité, pas en «coups de poing» et évènements inaccessibles. Une info qui dise la vie, dans sa réalité mais aussi dans sa force; qui ne dise pas seulement la destruction, mais aussi la reconstruction, lente, patiente. Une info qui dise la joie d'un peuple comme sa souffrance, et sa manière de lutter pour sa survie.

Une information qui participe à l'histoire.

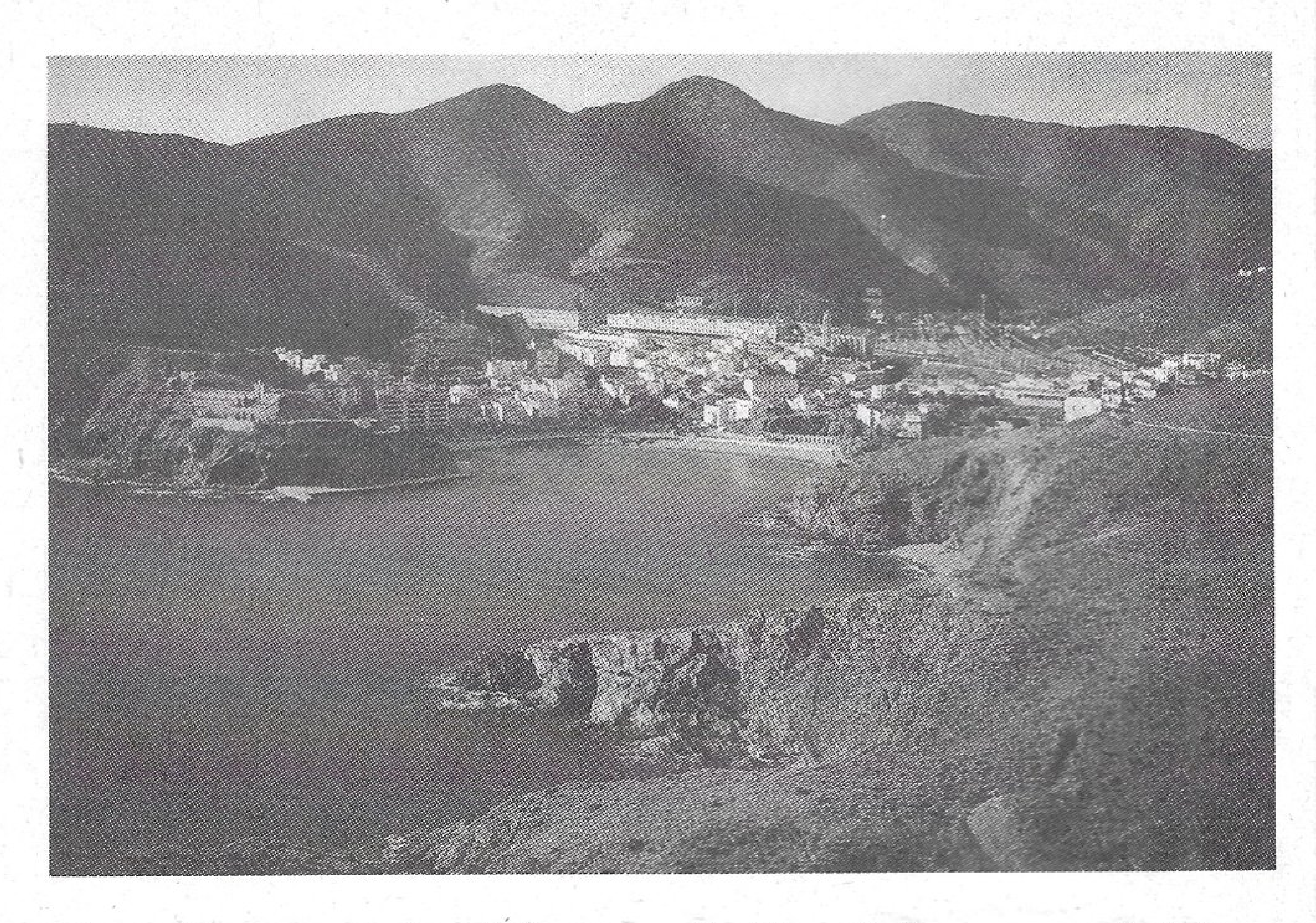
Emmanuelle Wyss

* tiré de Agencia de Noticias de Nicaragua, no 270, 17.7.92, Managua.



Nulle part

En vacances à Port-Bou (village espagnol à cinq minutes de la frontière française), ma promenade matinale me conduit souvent du côté du cimetière. Un cinéaste a dit que c'est le plus beau cimetière au monde. Il est vrai que, situé sur une colline qui domine le port, il a une vue admirable sur la Méditerranée et les montagnes qui le séparent de la France. Les Pyrénées se jettent à la mer ici-même. La côte est de roche noire, sable gris et la mer est vert foncé ou bleu, selon la lumière du jour.



A plusieurs reprises mon regard s'était posé sur une tombe un peu à l'écart et très soignée. La pierre en marbre indique: «A Walter Benjamin, philosophe allemand, Berlin 1892-Port-Bou 1940. Le nom, la nationalité, les dates... pas besoin de connaître le personnage (c'était mon cas) pour imaginer l'histoire de cet intellectuel juif et allemand, obligé de fuir à travers l'Europe les anges exterminateurs.

C'est seulement cette année, centenaire de sa naissance, qu'une exposition itinérante, organisée par les autorités culturelles allemandes, s'est ouverte à Port-Bou. Elle retrace la vie et l'oeuvre de W. Benjamin et j'ai découvert «un homme de son époque».

Né à Berlin dans une famille aisée de la bourgeoisie juive, il y a fait des études de philosophie. Fuyant la guerre de 14-18, qui lui faisait horreur, il a préparé et obtenu son doctorat à l'Université de Berne. Il se maria en 1917, mais divorça en 1930, sa femme ne supportant pas sa maniaquerie. Grand linguiste, poète dans sa prose, philosophe de la réalité, homme de paradoxe, ses phrases sont percutantes et vraies. Il aimait bien, à partir d'un fait banal de la vie courante, remonter jusqu'à l'analyse du comportement social de son époque.

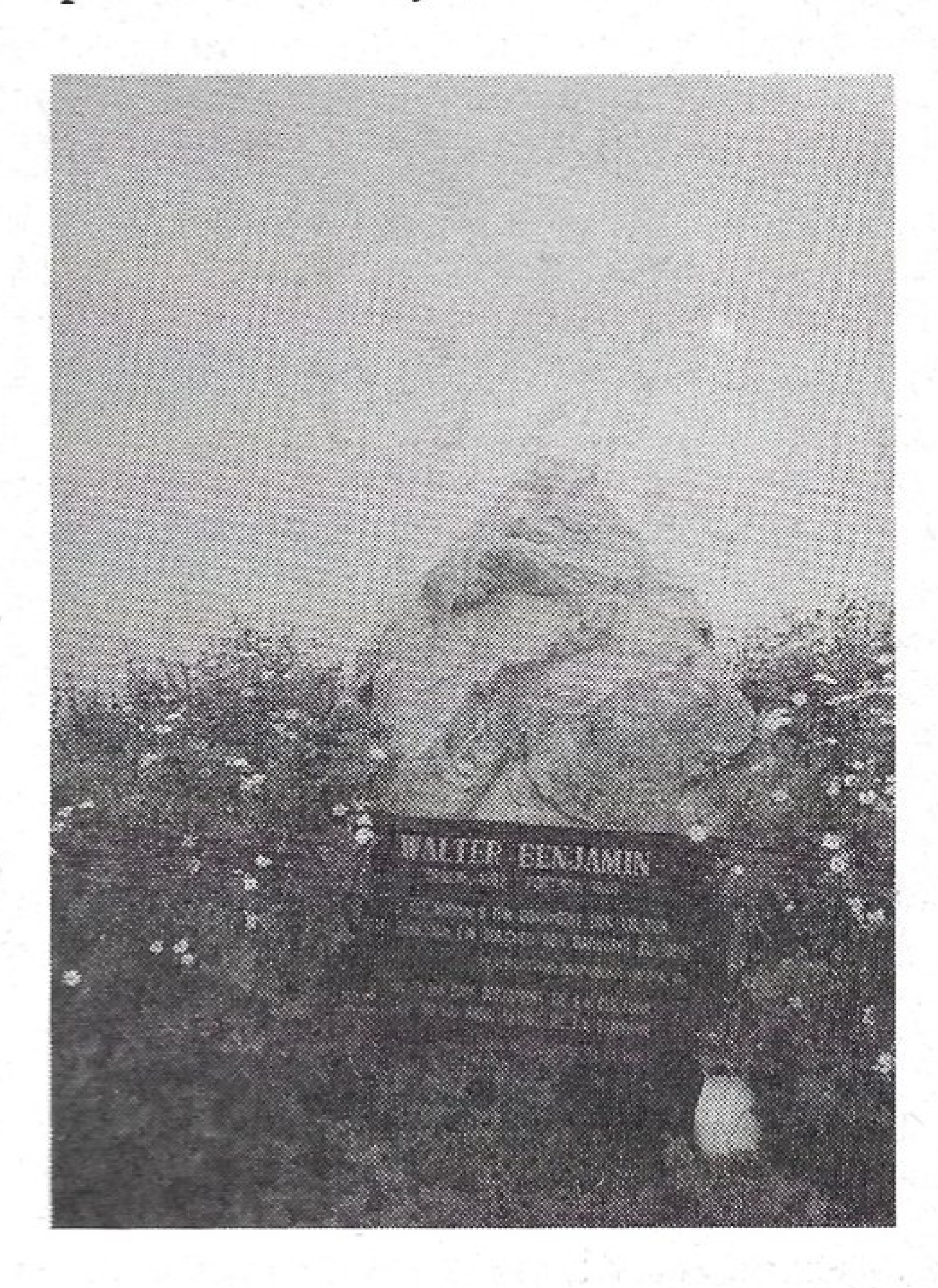
L'exposition présente des photos, des aperçus de sa vie, des anecdotes. Cet homme, plus critique littéraire que philosophe, plus anticapitaliste que communiste, me fait pitié.

Ce juif pas sioniste, cet ami (G. Scholen, Th. W. Odorno, A. Brecht, W. Kraft, M. Aron) qui déroutait ses intimes par son hautaine solitude, cet aventurier qui prévoyait tout, et ne savait rien improviser... c'était un homme d'espoir pour l'avenir humain, qui est mort désespéré.

Ici, à Port-Bou, les gens disent: «La gestapo l'a empoisonné». La réalité est autre.

Il traversa la frontière le 24 septembre 1940, pour éviter un deuxième internement dans un camp de concentration français. Ils étaient un groupe de fugitifs apatrides qui essayaient d'aller aux Etats-Unis. Ils arrivèrent, par des chemins de contrebandiers, à la douane de Port-Bou. Là, les fonctionnaires leur dirent que l'Espagne refusait l'entrée de juifs dans son pays. Ils devraient repartir le lendemain en direction de Banyuls, leur lieu de départ. Pendant cette nuit W. Benjamin s'empoisonna et mourut le 26 septembre 1940. Les douaniers avaient menti (pour leur soutirer de l'argent?) et pendant qu'il était enseveli, ses compagnons se trouvaient dans le train de Barcelone.

Il vécut à Berlin, Berne, Capri, San Remo, Danemark, Ibiza, Paris, Marseille, nulle part chez lui, toujours solitaire.



Feuilletant le livre que ses admirateurs ont édité pour accompagner l'exposition et récolter des fonds pour un monument près du cimetière où il fut enterré, je découvre le dernier paradoxe de sa vie: une compagne du groupe de fugitifs qui traversa la frontière, paye la location de sa tombe pour cinq ans. Après cela son corps fut jeté dans la fosse commune et perdu pour la postérité.

Sous la stèle funéraire il n'y a rien. W. Benjamin ne se trouve nulle part.

Régina Mustieles

Quelques phrases:

«Une révolution, c'est le seul recours du genre humain pour arrêter le train de l'histoire, la sonnette d'alarme».

«Le nazisme est un capitalisme violent. En cas de victoire (des nazis) même les morts ne seraient pas tranquilles».

«Le sentiment désespérément lucide d'être au milieu d'une crise décisive, est un fait chronique de l'humanité. Chaque époque pense être une nouveauté unique sans issue».

«L'expérience de notre génération est que le capitalisme ne mourra pas de mort naturelle».

«Notre siècle n'a pas su inventer pour les nouvelles possibilités techniques un nouvel ordre social».

Quelques œuvres

Enfance à Berlin vers 1900.

Sur le langage en général et sur le langage des humains.

Affinités électives de Goethe.

Direction unique (photos et textes).

Passages parisiens.

Discours sur Proust.

Traductions de Beaudelaire.



Houin… Houin…!

Deux heures du matin
Cela fait depuis minuit...
Il fait chaud d'accord...
Mais qu'est-ce qu'elle a
A HURLER sans arrêt?
Pas moyen de dormir...

Heureusement pas de soucis
Les voisins... y'en a pas
A côté c'est pas loué
Dessus personne
Toujours ça de gagné...
Parce que côté nerfs
Ils sont là...
Calmos... Calmos...

Toc! toc! toc!...
C'est pas vrai…
C'est qui... à 2 heures...

«Pourriez-vous
Fermer votre fenêtre...
Nous habitons en face...
Nous ne pouvons pas dormir...
Notre Bébé ne pleurant pas
Nous voulons profiter...!»

Excuses...
Sourire...
Souhaits «d'endormissement»
Et FERMER la fenêtre

Le lendemain visite à la voisine
Lier connaissance
L'avait jamais vue... sympa
Très sympa
On se reverra.

Génial disait mon amie
qu'à deux heures du matin
Elle ait su si bien dire les choses
Que cela ait été si recevable
Pas culpabilisant
Créant une ouverture
Et non une rupture...

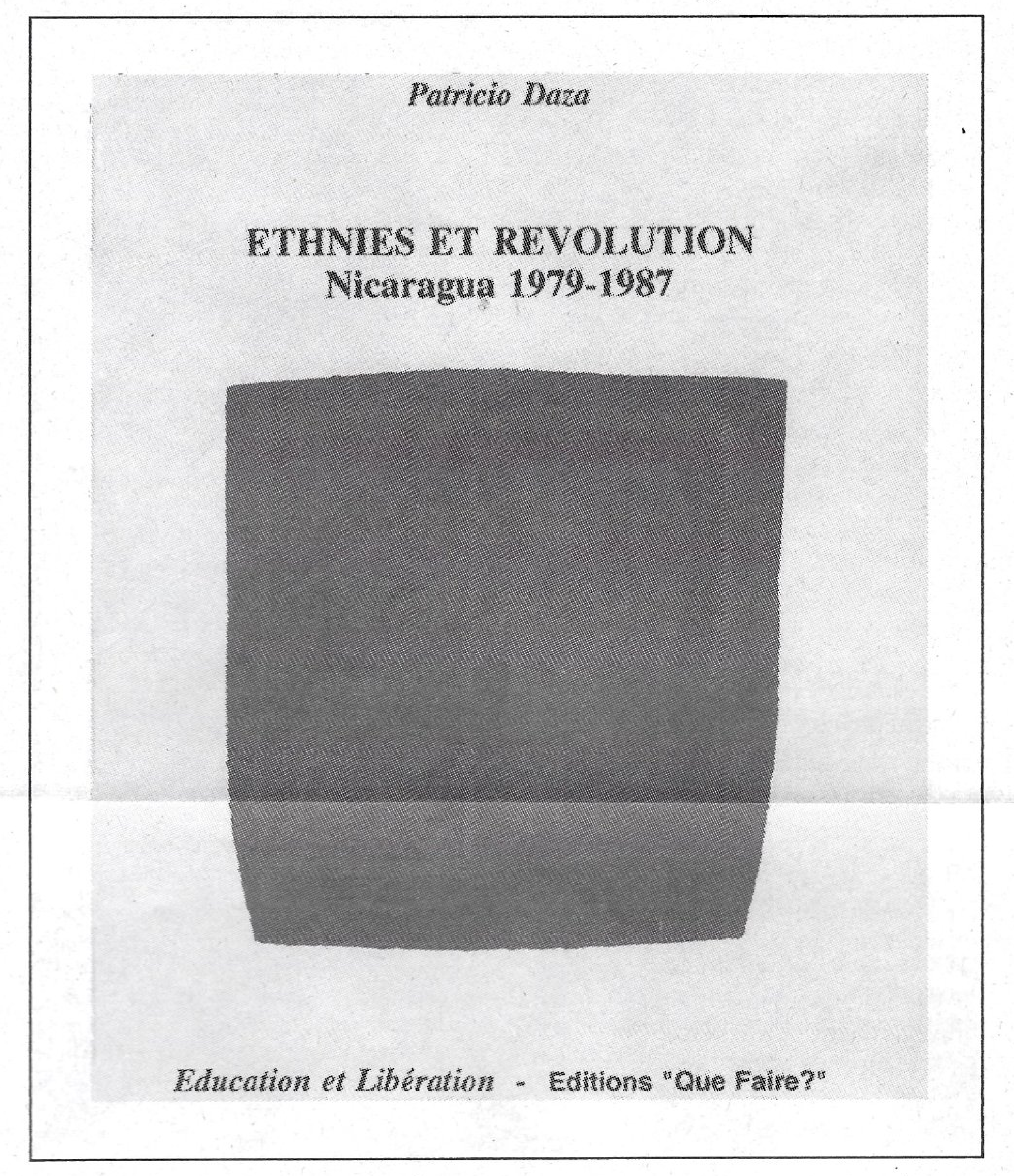
Car, ajoutait-elle...
Nous aurions eu toutes les deux
Des raisons d'être enervées.

Au fait elle ne m'a pas dit
A quelle heure elle s'était endormie...

Gilbert Zbären



Ethnies et révolution, Nicaragua 1979-1987



Juillet 1979: le Front Sandiniste de Libération Nationale (FSLN) prend le pouvoir au Nicaragua. Août-septembre 1981: le conflit éclate entre le nouveau gouvernement et les habitants de la moitié est du pays appelée Côte Atlantique. L'affrontement va durer plusieurs années et sera très douloureux. Les premières mesures d'apaisement décidées par le pouvoir sandiniste fin 1983 ouvriront la porte à un long processus de contacts et de négociation avec les groupes indigènes insurgés, avec comme aboutissement: l'adoption par l'Assemblée Nationale du Statut d'Autonomie de la Côte Atlantique comme partie de la Constitution.

Le livre comporte deux grandes parties: l'histoire de la Côte Atlantique depuis la Conquête des Amériques et les conflits de la période révolutionnaire. S'il n'était que cela, son intérêt serait déjà grand. Mais il fait bien plus: il nous éclaire sur un point essentiel pour la lutte des peuples indiens de toute l'Amérique latine. Il nous montre en effet que le conflit a pour cause première l'idéologie des dirigeants sandinistes de 1979 en ce qui concerne l'indianité et que la résolution du conflit n'a été possible qu'au prix d'une modification profonde de cette idéologie. Mais l'extrapolation s'impose: c'est toute la gauche métisse d'Amérique latine, qu'elle soit «réformiste» ou «révolutionnaire» qui partage les concepts sandinistes de 1979 en ce qui concerne l'indien. Le livre de P. Daza est donc une contribution fondamentale à la lutte des peuples indiens en ce qu'il prépare une révolution de la pensée politique.

La riche signification des dix années de sandinisme n'a pas échappé aux mouvements indiens du Continent, à ce point que c'est en Côte Atlantique que se réunira la Convention indienne en octobre 1992.

Depuis la défaite électorale du sandinisme aux élections de février 1990, le gouvernement central a remis en cause le Statut d'Autonomie sinon dans la Constitution, du moins par ses actes, par exemple en passant par-dessus la tête des autorités régionales pour accorder les droits d'exploitation des forêts de la côte Atlantique à une compagnie de Taïwan. Dans une postface, Jean-Pierre Lagnaux fait le point sur ces remises en cause factuelles. Elles ont le mérite de nous montrer que la droite nicaraguayenne est restée imperméable aux nécessités de la révolution idéologique sur la question indienne et, par extrapolation évidente, qu'il y a peu de chance que la droite latino-américaine métisse devienne perméable à cette exigence de notre temps. Cette leçon-là aussi est essentielle pour la définition d'une stratégie de lutte.

Patricio Daza

Edition Education et Libération
et Edition Que Faire?

Fr 25.– + port.

A commander chez:
Librairie Que Faire, 1, place des Grottes, cp 2005, 1211 Genève 1, tél. (022) 733 62 37

La Liberté, 13.8.1992

L'aide de la Suisse au tiers-monde victime des coupes budgétaires

Le cadeau de 700 millions de francs voté l'an dernier lors du 700e anniversaire de la Confédération et les promesses de Flavio Cotti à Rio de Janeiro sont renvoyés à des temps meilleurs.

Avec un revenu annuel moyen de 50 000 francs par habitant, la Suisse a la médaille d'or de la richesse mondiale. Elle est en queue du classement pour la solidarité avec le tiers-monde. Conscient du problème, le conseiller fédéral Flavio Cotti avait promis au Sommet de Rio une hausse substantielle de notre aide. Or, celle-ci semble la principale victime des vigoureuses coupes budgétaires actuellement discutées à Berne et soumises prochainement aux Chambres. Oubliés, les fameux 700 millions pour désendetter les pays pauvres votés en fanfare l'an dernier dans l'euphorie du 700e.

LE MOINS DOULOUREUX

«On coupe là où ça fait le moins mal, le tiers-monde n'a pas d'avocat au Parlement», regrette Jean-Daniel Gerber, vice-directeur de l'Office fédéral des affaires économiques extérieures (OFAEE). Moins douloureux évidemment que de limer l'AVS, les assurances-maladie, les autoroutes ou le sport... Il y a un an, le Parlement votait dans un bel élan les 700 millions, à la demande de 250 000 pétitionnaires. «C'était pour une part comme un chèque sans provision», affirme Jean-François Giovannini, directeur suppléant de la DDA, la coopération suisse. «Nos députés votent des dépenses sans toujours en fournir les moyens.»

Or, en additionnant les coupures réalisées et prévisibles dans l'aide au développement entre 1992 et 1995, on n'arrive pas loin... des 700 millions, précisément. Et ce n'est pas fini: le déficit record de 3,8 milliards en 1993 imposera un nouveau tour de vis, selon la commission des finances du Conseil national réunie hier.

Otto Stich, ministre des Finances, avait pourtant assuré le 17 septembre au Conseil national: «Ce serait plutôt embarrassant pour la Suisse, qui proclame dans le cadre de la fête du 700e qu'elle va donner 700 millions aux plus pauvres, de commencer à les couper au prochain exercice budgétaire. De telles choses ne sont pas possibles; elles ne sont pas non plus dignes de la Suisse!»

RECUL DE L'AIDE

Impossible n'est pas suisse. Le rachat des dettes de pays pauvres est dilué dans l'avenir: il va diminuer de 38% à 47% selon les années et l'aide écologique baissera de 25%. Au total, l'aide publique sera inférieure de 13% au plan financier 1993-95 annoncé en octobre dernier.

Selon diverses sources, l'armée (–3 à –4%), la formation (–4,5%), la culture (–8%) ou l'environnement (–8%) sont moins amaigris par les mesures d'assainissement envisagées.

L'objectif modeste du Conseil fédéral – 0,4% du Produit national brut consacré aux pays pauvres, soit 1650 millions – sera loin d'être atteint en 1995. On prévoit même un net recul par rapport à 1992 (0,34% du PNB contre 0,38%).

Prudence, supplie-t-on au Département des finances: les chiffres sont provisoires, les comparaisons difficiles. Ainsi, le ticket d'entrée à la Banque mondiale a gonflé de 200 millions la performance de 1992. Et notre solidarité, même ralentie, même rongée par l'inflation, progresse tout de même: de 993 millions en 1990 à 1391 millions en 1995. N'empêche, les organisations d'entraide dénoncent avec colère «le double jeu de la politique suisse de développement: engagements verbaux à l'extérieur, économies d'épiciers à l'intérieur».

TROP PEU

«L'aide au développement est tellement urgente qu'il est irresponsable d'économiser là-dessus. On en fait déjà trop peu, estime M. Giovannini. En Afrique, on en arrive au point d'effondrement des sociétés. Le Suisse si bien assuré contre le vol, l'incendie, les pannes d'auto, peut-il oublier de s'assurer contre l'effondrement du monde dans lequel il vit?» La dette, la chute des prix des matières premières (le «salaire» du tiers-monde), la maladie de l'environnement, l'explosion démographique et migratoire nous menacent tous.

La facture pour sauver la nature et les pays à la dérive a été chiffrée à Rio: 625 milliards de dollars par an. Attention, l'essentiel de ces efforts sera assumé par les pauvres eux-mêmes. Un coup de pouce de 20% est demandé aux riches (pays pétroliers inclus): 125 milliards, soit le double de l'aide actuelle.

Cette somme serait réunie si l'objectif de l'ONU, 0,7% du PNB, était atteint. Or, seuls quelques pays nordiques et la France y parviennent. Mais le Japon, l'Italie et l'Allemagne ont promis de mettre les bouchées doubles. Même si d'autres, comme les Etats-Unis, ont refusé de prendre un tel engagement, le recul de la Suisse donne une nouvelle fois une piteuse image de notre pays, déplorent les milieux d'entraide. Malgré l'excellente qualité de l'aide helvétique, souvent citée en exemple.

LA CONCURRENCE DE L'EST

L'Est devient un rude concurrent. La fin du communisme a déclenché une véritable mobilisation pour réanimer les pays de l'Est. «C'est maintenant qu'il faut les aider, pas dans trois ans quand leurs économies se seront écroulées. Le tiers-monde peut attendre un peu», déclarait récemment le radical Jean-Pierre Bonny, président de la commission des finances du Conseil national. L'Allemagne de l'ouest consacre 4% de son PNB à renflouer sa partie orientale, soit 100 milliards de mark par an, soit le total de l'aide mondiale au développement. 18 millions d'Est-Allemands reçoivent plus que 4 milliards d'habitants du Sud.

Pourtant, les pays du Sud doivent eux aussi sauver leurs économies et leur démocratisation fragile. Mais sans soutien extérieur, leurs efforts seront balayés par les espoirs déçus. La Suisse aide une dizaine de pays, comme la Bolivie ou le Rwanda, à sortir des chiffres rouges: «Ces programmes sont fortement gênés, voire compromis», soupire Gerber, qui a vu fondre son enveloppe d'aide financière de 16% en 1992. Beaucoup réclament une déclaration claire et courageuse du Gouvernement sur les priorités face à la crise des caisses fédérales.

Mais dans l'administration, personne n'ose proposer à haute voix la solution des pays scandinaves: puiser dans la caisse des militaires pour attaquer les vrais ennemis de l'an 2000: pauvreté et pollution.

InfoSud/Daniel Wermus

Le Monde, 16.6.1992

LA FIN DU SOMMET DE LA TERRE A RIO

Consensus inattendu entre pays du Nord et du Sud à la Conférence des Nations unies sur l'environnement

La Conférence des nations unies sur l'environnement et le développement (CNUED), qui s'est tenue à Rio-de-Janeiro du 3 au 14 juin, s'est achevée par le Sommet de la Terre, qui a vu défiler à la tribune 117 chefs d'Etat et de gouvernement. Outre la charte de la Terre, énonçant vingt-sept grands principes, et l'Agenda 21, vaste catalogue de 800 mesures à l'intérieur duquel chaque pays pourra choisir ses priorités, trois textes ont été définitivement rédigés, avec plus ou moins de difficultés, sur la forêt, le climat, la biodiversité.

Plusieurs pays du Nord, en particulier le Japon, ont annoncé des aides additionnelles importantes, et l'affrontement attendu entre pays nantis et pays du tiers-monde n'a finalement pas eu lieu. Le président Bush a demandé la réunion, d'ici au 1er janvier 1993, des pays qui s'engagent à lutter contre l'effet de serre.

Le premier ministre britannique, M. John Major, a proposé, pour sa part, de réunir un nouveau forum des Organisations non gouvernementales en juin 1993, afin de dresser un premier bilan du programme d'action de l'Agenda 21.

RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

Les 178 délégations nationales à la conférence de Rio avaient cinq textes à examiner pendant leurs deux semaines de travaux : deux conventions, deux déclarations et le fameux Agenda 21, programme d'action pour le vingt et unième siècle. La déclaration de Rio ou charte de la Terre, n'a pas soulevé de difficulté particulière, car elle énonce les grands principes – vingt-sept au total – d'une bonne gestion des ressources de la planète. Cette charte résume la philosophie du «développement durable» (*sustainable development*) élaborée sous l'égide des Nations unies par la commission Brundtland.

La déclaration sur la forêt a été plus laborieuse à adopter. Sous la pression des pays à fort potentiel forestier comme le Brésil, la Malaisie ou l'Indonésie, le projet de convention primitivement prévu par la CNUED avait dû être abandonné. On s'est donc rabattu sur une simple déclaration, dont les termes vagues ne peuvent inquiéter ni les pays tropicaux, impatients d'exploiter leur bois, ni les pays du Nord soucieux de voir préserver un patrimoine commun de l'humanité. Cette déclaration, toutefois, est considérée comme le prélude à une convention en bonne et due forme, qui sera élaborée prochainement.

La convention «biodiversité», qui s'attache à préserver la flore et la faune menacées de disparition, aura été la plus difficile à faire admettre. Les pays du Sud ne voulaient pas se voir imposer des territoires mis en réserve, ce qui aurait constitué une entrave à leur souveraineté. Et les pays du Nord, qui exploitent à leur profit les ressources naturelles du monde entier, ne voulaient pas voir s'ériger des barrières empêchant l'accès à ces ressources. Finalement, seuls les Etats-Unis ont refusé jusqu'au bout de signer un texte qui, selon eux, mettait en danger leur industrie des biotechnologies par des contraintes nouvelles modifiant le système des brevets et les droits de la propriété intellectuelle. La France, qui déplorait l'absence de liste des espèces menacées et des espaces à protéger, s'est ralliée sans enthousiasme au texte.

La convention «climat» a soulevé moins de difficulté que prévu dans la mesure où la conférence préparatoire de New-York, en mai dernier, avait déblayé le terrain sous la pression des Américains : il était entendu qu'on ne fixerait ni calendrier ni normes trop contraignants pour réduire la pollution atmosphérique, soupçonnée de contribuer à l'effet de serre et donc au réchauffement climatique. La Communauté européenne, pour sa part, avait renoncé à proposer une «écotaxe» sur l'énergie, comme lui avait suggéré la Commission de Bruxelles, ce qui a provoqué la colère du commissaire européen à l'environnement, M. Carlo Ripa Di Meana, le seul responsable de haut rang ayant refusé de se rendre à Rio

Aides additionnelles

L'Agenda 21, enfin, un catalogue de 800 pages où sont énumérés les programmes d'action que la CNUED entend promouvoir lors de la prochaine décennie, est le document qui a fait le plus l'unanimité, dans la mesure où chaque Etat peut y puiser un programme de son choix et fixer lui-même sa participation financière.

Les pays du Nord se sont engagés à fournir des aides additionnelles : 4 milliards de dollars pour l'ensemble des pays de la CEE dans les cinq ans à venir, le triplement de l'aide au développement annoncé par M. Felipe Gonzalez, 440 millions de dollars du gouvernement japonais et 250 millions de dollars additionnels promis par M. George Bush, pour ne prendre que les exemples les plus importants.

Mais le financement des mesures envisagées et le calendrier concernant le budget des pays industrialisés consacré au développement (les fameux 0,7 % du PNB) restent extrêmement flous. Peu de pays concernés – même si la France s'est engagée pour l'an 2000 – sont capables de définir avec précision et certitude leurs engagements et ce qu'ils représentent en terme d'argent nouveau. *«Ce n'est pas uniquement négatif,* précise un diplomate, *cela prouve que les dirigeants ne privilégient plus les effets d'annonce au détriment des réalisations concrètes.» «L'attente en ce domaine était excessive»,* affirme pour sa part M. Curtis Bohlen, un haut fonctionnaire américain.

Diplomatie bousculée

Seul le Japon a annoncé une augmentation de près de 50 % (correspondant aux 440 millions de dollars) de son aide aux projets de développement respectueux de l'environnement. Les délégués japonais, venus à Rio en nombre, ont néanmoins été attristés par l'annulation en dernière minute de la venue de leur premier ministre, retenu à Tokyo par un débat parlementaire. Devant le refus du secrétaire général de l'ONU, M. Boutros-Ghali, de diffuser une vidéoconférence qui aurait constitué un *«fâcheux précédent»*, la délégation japonaise a dû se contenter de distribuer le discours de M. Kiichi Miyazawa où le premier ministre affirme notamment *«l'objectif de construction d'une nouvelle ère constituée de citoyens du globe».*

Ce «nouveau type» de relation internationale a prévalu pendant ces quinze jours. La diplomatie planétaire sort en effet quelque peu chamboulée. *«Plus de pays, mais moins d'acteurs»*, résume l'ambassadeur brésilien, M. Marcos Azambuja. La fin de la guerre froide, et la très grande discrétion des pays de l'ancienne Union soviétique, n'a pas été remplacée par l'affrontement Nord-Sud un moment redouté. *«Les clivages traditionnels ont été bousculés en raison d'un principal facteur,* dit le ministre des affaires étrangères brésilien, M. Celso Lafer *le sujet proposé, environnement et développement, recouvre une substance trop complexe et trop vaste pour entraîner une bipolarisation.»*

«La CEE elle-même n'a pas pu accorder ses violons sur de nombreux points», explique un négociateur. Autre élément notable de cette évolution, le relatif isolement des Etats-Unis qui, comme le souligne en privé un président latino-américain, *«n'est plus à l'avant-garde, comme fatigué par tant d'années de guerre froide».* La proposition du président George Bush d'organiser une réunion avant la fin de l'année sur les changements climatiques a été accueillie avec un scepticisme résumé par M. Jacques Delors : *«La précipitation ne sert à rien et apparaît parfois comme un inutile accès de mauvaise humeur»*, a-t-il affirmé en précisant qu'*«on ne peut pas parler de village-monde, et nier à l'ONU les moyens d'exercer son rôle.»*

Seuls M. Fidel Castro, et, dans une moindre mesure, le premier ministre chinois M. Li Peng, ont défendu le traditionnel discours tiers-mondiste. Les pays africains ont eu la satisfaction d'obtenir pour leur part l'assurance de la mise en place d'une convention sur la désertification, qui constitue l'un de leurs principaux sujets d'inquiétude. La seule note réellement émouvante de ces dernières journées a été donnée par le discours du président haïtien, renversé l'année dernière par un coup d'Etat militaire : *«Sept millions d'habitants de mon pays sont menacés par une pollution politique qui a conduit plus de 40 000 personnes à l'exil depuis huit mois»*, a déclaré M. Jean-Bertrand Aristide.

DENIS HAUTIN-GUIRAUT



Article tiré de *Sœpi*

Afrique australe : une sécheresse dramatique

La sécheresse, qui a affecté la plupart des pays d'Afrique australe – Zimbabwe, Zambie, Swaziland, Namibie, Lesotho, Malawi, Mozambique, Angola, Botswana, Afrique du Sud, Kenya et Tanzanie – est la pire que le continent ait connue depuis le début du siècle. Elle menace de malnutrition, de maladies et de famine 30 millions de personnes sur une population de 115 millions. Dans la Corne de l'Afrique, la sécheresse continue de sévir en Ethiopie, en Somalie et au Soudan. La sécheresse progresse maintenant vers le nord, en passant par le Kenya, pour englober toute la moitié est du continent, du Cap de Bonne-Espérance (Afrique du Sud) jusqu'au Caire (Egypte).

Selon les estimations de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Programme alimentaire mondial, la Banque mondiale et l'Agencement pour le développement international (Etats-Unis), 10 millions de tonnes de céréales seront nécessaires pour remédier à la pénurie de vivres engendrée par le manque de pluies.

Une réunion conjointe du Conseil oecuménique des Eglises (COE) et de la Conférence des Eglises de toute l'Afrique (CETA) sur la sécheresse a eu lieu à Nairobi, au Kenya, du 16 au 19 juin. Selon Nico Keulemans, responsable de l'aide d'urgence au sein de l'unité IV "Partage et service" du COE, l'action des Eglises dépend des estimations faites par les gouvernements des pays touchés. Dès février, a-t-il dit, la FAO et d'autres organismes ont envoyé des missions dans les 12 pays touchés par cette sécheresse pour en évaluer l'étendue. Les conclusions de ces équipes ont donné lieu à une réunion à Genève qui a permis de collecter 550 millions de dollars sur les 800 millions demandés par les pays touchés. Quant à la réunion de Nairobi, elle était destinée à évaluer les programmes de secours mis sur pied par les Conseils chrétiens nationaux des pays touchés.

Le Nouveau Quotidien, 21.8.1992

DES VACANCES À LA CAVE. *Une famille luxembourgeoise avec deux enfants âgés de 7 et 9 ans a passé dix jours cachée dans la cave de son pavillon cossu de Steinfort (ouest du Luxembourg) pour faire croire à ses voisins qu'elle était partie en vacances. Les propriétaires de la maison avaient fermé leurs volets, dissimulé leur voiture dans le garage et averti leurs voisins de leur départ. Ils voulaient cacher à leur entourage qu'ils n'avaient pas les moyens de prendre des vacances cette année. Mais lors d'une patrouille de gendarmerie, dans la nuit de samedi à dimanche, les agents ont aperçu un faisceau de lumière. Croyant à un cambriolage, les gendarmes sont parvenus à soulever un des soupiraux de la cave pour s'apercevoir que les habitants du pavillon y vivaient discrètement depuis près de deux semaines. Selon des voisins, il s'agirait d'une pratique répandue au grand-duché, essentiellement dans le bassin minier du sud du pays. (AFP)*

Le Nouveau Quotidien, 21.8.1992

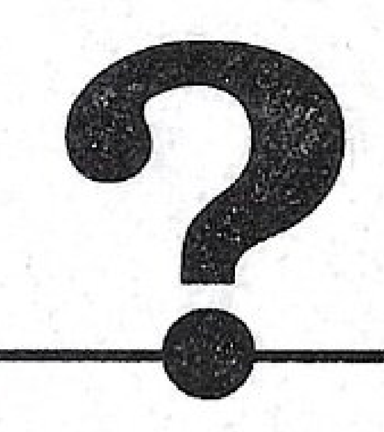
Le sultan de Brunei reste l'homme le plus riche du monde

Pour la sixième année consécutive, Mudda Hassanal Bolkiah, sultan de Brunei, a été sacré homme le plus riche du monde. Sa fortune vient d'être évaluée à 37 milliards de dollars par le magazine américain *Fortune*. Celui-ci a publié mercredi son classement annuel des milliardaires. En 1992, le sultan de Brunei, petite enclave remplie de pétrole située sur l'île de Bornéo, a fait comme le commun des mortels: il a limité ses dépenses. Aucune nouvelle Rolls-Royce n'est venue s'ajouter à sa collection qui atteint 153 exemplaires. Le souverain cherche à se séparer de certaines possessions trop voyantes. Les milliardaires sont plus nombreux qu'en 1991 à figurer au classement: 223 contre 202. Leur fortune moyenne s'élève à 2,7 milliards de dollars, le même montant que l'année dernière. Un milliard de dollars placé à 3,15%, le placement le plus médiocre aux Etats-Unis, rapporte 85 479 dollars par jour.

Le Nouveau Quotidien, 21.8.1992

Amnesty dénonce la situation en Haïti

Amnesty International a dénoncé les «exécutions sommaires, tortures et arrestations» en Haïti et accusé les Etats-Unis de «violer les lois internationales» en rejetant des réfugiés haïtiens sans prendre en considération les violations des droits de l'homme dont ils sont victimes chez eux. «D'autres pays, comme la France et la Suisse, ont posé des difficultés à des demandeurs d'asile haïtiens», relève également l'organisation dans un rapport publié hier à Londres. «Il est temps que la communauté internationale reconnaisse la situation chronique en Haïti et cesse de tenter d'échapper à ses responsabilités», ajoute le rapport. Une équipe d'Amnesty est allée enquêter sur place en mars dernier et a relevé de très nombreux cas de décès suspects.



Je lisais récemment un article consacré aux pompiers dans le sud de la France. Parmi eux se trouve un Genevois émigré qui essaye d'appliquer l'art du «contre-feu». Volontairement, il allume de nouveaux feux pour faire stopper la vague incendiaire. Il jette ainsi le trouble dans le mélange d'oxygène et asphyxie le feu dans sa progression. Homoéopathie de Vulcain. Recette vieille comme Hérode puisque les Romains l'utilisaient. Et pourquoi pas Jésus?

En effet que penser de ce texte: «Je suis venu jeter un feu sur la terre, pensez-vous que je sois venu pour apporter la paix sur la terre? Non mais la division»! (Luc 12, 49 et 51). Parole d'Evangile, Parole à suivre. Et pour l'avoir suivie les chrétiens s'en sont donnés à coeur joie. Ils ont fait feu de tout bois, là des hérétiques, ici un païen, sans oublier le feu organisé de toutes les batailles orchestrées pour la gloire du divin. Dans l'art du feu et de la division le chrétien n'a plus besoin de montrer ses capacités, il sait allumer ou laisser brûler. En matière religieuse le combustible ne fait jamais défaut!

Le Christ stimulerait-il ainsi à faire de nous des incendiaires? Si l'Evangile est Parole nouvelle, cette parole du Christ ne serait alors qu'une simple répétition de ce qui marque tristement l'histoire de l'humanité, faite de feu et de divisions. Elle inviterait au moins à prendre acte de la réalité présente où la paix s'établit trop souvent sur le dos des autres et engendre ainsi d'autres divisions, et où l'art d'éteindre un foyer s'opère en produisant souvent d'autres feux. Toute similitude avec des événements récents n'est donc pas fortuite mais révélatrice de notre propos: le Christ ajouterait-il encore un peu de feu et de divisions au coeur de l'humanité?

Or, il m'apparaît que cette parole peut aussi s'entendre comme annonçant qu'un «contre-feu» a été allumé face à tous nos brasiers. Qu'une «contre-paix» a été proposée à toutes nos paix factices et mensongères qui ne sont souvent scellées que pour maintenir l'ordre et quelques pouvoirs économiques. Cette parole surprenante évoquerait alors le projet d'extinction et d'apaisement mis en place par Dieu en Jésus-Christ. A nouveau et pour jamais, il se donne comme le Dieu de paix. Ayant allumé le contre-feu, il nous enjoint d'éteindre tous les foyers où l'humanité se brûle. Il fait de nous les artisans de paix et non des incendiaires.

Jetant un regard sur l'histoire du christianisme, il faut bien avouer que les chrétiens ont souvent usé de l'allumette et bien peu de la serpillère. Seuls peut-être les Quakers ont réussi à inscrire dans leur comportement spirituel cette obéissance fondamentale à l'esprit d'un christianisme de paix. N'ont-ils pas été presque les seuls à vivre un accueil pacifique des Indiens alors que partout ailleurs les rencontres se soldaient par la poudre ou la cendre.

Cette Parole ne nous encouragerait donc pas à imiter le Christ, la torche à la main et à poursuivre une bien triste guerre du feu au nom de l'Evangile. Au contraire elle nous inciterait à tenir compte de l'action du Christ qui lui seul a pris les grands moyens pour éteindre l'incendie qui ravage l'humanité. En qualité d'allumeurs, il n'a pas besoin de nous! La seule chose qu'il nous demande, est simplement de ne pas jeter de l'huile sur le feu et de tout faire pour que les braises s'éteignent et que les cendres refroidissent.

Olivier Labarthe



Décembre 91. Nous étions de passage à Gizo, chef-lieu de la province occidentale des Iles Salomon. Un peu partout, de modestes affiches électorales (souvent manuscrites): 6 candidats concourraient au poste de délégué au Conseil Provincial. Parmi eux, ô surprise: une femme, Jully Makini. Il valait la peine de l'interroger.

– Jully, une femme candidate aux élections provinciales, ça ne doit pas être fréquent?

– Non, c'est vrai. Ce sont traditionnellement les hommes qui font de la politique, ici. Pourtant, c'est important que des femmes aient leur mot à dire: tandis que les hommes rêvent parfois de grands développements utopiques (un aéroport international à Gizo...), les femmes, étant davantage à la maison, voient mieux les problèmes pratiques où nous devrions travailler: la fourniture d'eau potable, des logements sains, des toilettes, des égouts, de meilleures routes et ponts, une gestion efficace des ordures – bref: des conditions de vie saines.

– Comment es-tu devenue candidate?

– J'ai été désignée par le «*Groupe d'Initiative des Femmes*». Celui-ci est né des efforts de quelques-unes d'entre nous, particulièrement Barbara Onusu. Chaque Eglise [1] a son organisation de femmes. En mai 91, nous sommes allées dans chacune, proposer la création d'un groupe unique, non religieux, pour parler de nos vies, de nos attentes, et nous organiser pour progresser.

Nous avons eu un très bon écho et avons commencé de nous retrouver une fois par mois. Nous avons choisi comme objectif d'encourager les femmes économiquement, socialement, politiquement.

Nous avons mis sur pied, en septembre, une «semaine des femmes». Il y a eu une course de canoës, une exposition de fleurs, une compétition de choeurs, un défilé, une exposition sur la nutrition des bébés... Nous avons invité des spécialistes pour nous expliquer que cultiver dans nos jardins, pour nous parler des lois existantes – en particulier pour protéger l'environnement –, pour nous expliquer comment on vote... Enormément de femmes sont venues, pas seulement de la ville mais de toute l'île, c'était très gai, très fort!

...Et puis il y avait ces élections. Nous avons décidé de tenter notre chance. Nous avons désigné plusieurs candidates, mais toutes ont refusé, alors quand on m'a demandé, j'ai accepté.



Jully Makini et Barbara Unusu devant le restaurant que tient cette dernière.

– Pourquoi les autres refusaient-elles?

– Certaines avaient trop d'enfants, ou des difficultés avec leur mari...

– Les hommes n'aiment pas beaucoup votre mouvement?

– Le mouvement, ça va. Même, pas mal d'hommes encouragent leur femme à y aller. Mais souvent ils soutiennent un candidat, alors ils ne voudraient pas que leur femme soit candidate!

– En quoi est-ce important d'êtres représentées au Conseil Provincial?

– Pour tâcher de faire passer nos projets de développement. Car il y en a des masses, aux Iles Salomon! Ils



Affiche électorale en Pidzin: «Toutes les femmes doivent bien voter».

sont présentés par les collectivités locales, et c'est le «Service Provincial de Développement» qui les étudie et envoie les meilleurs à Honiara, où le gouvernement central adresse des demandes aux agences et organisations d'aide étrangères. Mais ici, ça fait des années que nous avons les mêmes demandes, et rien ne se fait!

– Etes-vous déjà représentées au Conseil de Ville?

– Oui, j'en suis membre et Barbara en est même la présidente! Donc nous avons déjà pu adresser des demandes, mais c'est au niveau provincial que ça bloque.

– A part les élections, d'autres projets?

– Oui, nous avons décidé de nous adresser directement à des organisations d'outre-mer, par exemple pour obtenir le financement d'un camion transporteur d'ordures. Pas un véhicule mirifique, automatique et tout: un simple camion, adapté sur place au transport d'ordures, et facile à réparer sur place!

Mais rédiger une description de projet nous est difficile. Nous allons donc voir un employé de la planification, un expatrié qui travaille volontairement avec le Gouvernement Provincial.

Il y a aussi, au marché, un pavillon construit l'an passé par la Nouvelle-Zélande pour permettre aux femmes de vendre de la nourriture cuite. Le Conseil de Ville cherche actuellement une manager responsable, mais nous demandons à gérer quelque chose collectivement.

Et puis, nous désirons organiser un magasin coopératif d'artisanat, et aussi un atelier de réparation de machines à coudre.

– Etes-vous en contact avec d'autres groupes de femmes semblables?

– Pas aux Iles Salomon, malheureusement. Nous n'en connaissons pas. Le gouvernement avait bien créé une structure nationale, le «Conseil des Femmes», supposé avoir des sections provinciales et locales; mais ça semble mort, à présent.

A l'étranger, pour ces élections nous avons eu des contacts intéressants avec des groupes de femmes de Papouasie Nouvelle Guinée et de Fidji, à travers les UCJF.

– Quels sont les freins à votre mouvement?

– D'une part le manque d'engagement: trop de femmes attendent encore que les problèmes se résolvent sans elles! Et d'autre part les problèmes domestiques, avec certains maris.

– Et si tu n'es pas élue [2], est-ce que vous allez continuer?

– Bien sûr! Le plus important, c'est d'apprendre à nous mobiliser et à nous organiser.

Propos recueillis par P. Beck et M. Guberan


Gizo: le port.

[1] Catholique, Méthodiste, Adventiste du 7[e] Jour, «South Seas Evangelical Church» et «Christian Fellowship Church».

[2] Effectivement, Jully n'a pas été élue.



Jully Makini a 38 ans, deux enfants, un mari canadien et un passé fort actif, notamment:

- au service d'information du gouvernement provincial
- secrétaire des UCJF locales
- active au Conseil des Femmes, aux niveaux national et local
- membre active du Comité Paix des Iles Salomon
- membre directeur du Conseil de Ville d'Honiara.

Gizo et Ghizo

Gizo est une petite ville de 2500 habitants, la deuxième des Iles Salomon. Une longue rue, qui fut asphaltée, longe le bord de mer. Quelques ruelles derrière elle et en travers, et les dernières maisons sur l'arête de collines surplombant la ville. Un hôtel, une coopérative, quelques «resthouses», quelques magasins tenus par des Chinois... Camions, canoës, piétons surtout.

L'eau courante est brune et guère potable. Les coupures sont fréquentes. On dépend donc de l'eau de pluie, problématique en saison sèche...

L'île, Ghizo (avec «h», dieu sait pourquoi!) abrite encore une demi-douzaine de villages en bord de mer. La plupart sont mélanésiens, mais quelques-uns sont micronésiens: des Gilbertiens, (ou: l'Kiribati) ont été autorisés par les Anglais à s'implanter ici, entre 1955 et 71, quand leurs îles, victimes de la sécheresse, sont devenues invivables.

Les Iles Salomon sont indépendantes depuis 1978, et font partie du Commonwealth Britannique.

Philippe Beck

Aux Iles Salomon

En général, les hommes chassent ou pêchent et font les gros travaux de jardinage; les femmes récoltent les fruits et légumes, préparent les repas et supportent l'essentiel de la charge des 5 à 10 enfants. Dans tous les endroits que j'ai visités, c'est l'homme qui s'occupe des «contacts extérieurs» pour la famille (réception des visiteurs, affaires, choix des activités...). Seules exceptions: les femmes qui ont eu l'occasion de voyager hors de leur province ou de travailler dans une organisation supranationale.

Actuellement, le gouvernement organise une campagne d'information au sujet du planing familial et du droit des femmes à manger autant que les hommes et à ne pas travailler au-delà de leurs forces, surtout lorsqu'elles sont enceintes!

Dans ces conditions, une femme a, à mon avis, peu de chances d'être élue et peu de chances d'être écoutée si elle devient députée. Mais tout cela ne ternit pas leur sourire. Patience...

Martine Gubéran

CAMPAGNE INTERNATIONALE DE SIGNATURES POUR L'ARRÊT DES ESSAIS NUCLÉAIRES FRANÇAIS DANS LE PACIFIQUE

Monsieur le Président de la République,
Comme des milliers de personnes en France et dans le monde, les 50 organisations membres de la Campagne pour un moratoire des essais nucléaires de la France dans le Pacifique se sont réjouies de votre décision du 8 avril 1992 de suspendre le programme d'essais français prévu pour cette année.
Cette décision, attendue par tous les peuples du Pacifique et une part croissante de la population française, est en cohérence avec la récente signature par la France du traité de non-prolifération nucléaire.
Cependant, ce premier pas dans le sens d'un désarmement nucléaire n'aura de portée réelle que si la France:

- annonce que ce moratoire pourra être prolongé au-delà de 1992, même unilatéralement,
- signe le traité d'interdiction partielle des essais nucléaires et participe aux négociations internationales en vue de l'interdiction totale des essais,
- autorise une commission pluridisciplinaire indépendante à mener immédiatement une enquête approfondie sur les conséquences sanitaires et écologiques des 175 expérimentations nucléaires réalisées par la France depuis 1966 à Moruroa et Fangataufa en vue d'une réparation des dommages causés aux sites et d'une indemnisation des victimes,
- engage le processus de réflexion sur l'avenir économique, social et politique de la Polynésie française, en concertation avec les élus et les forces sociales de Polynésie.

Les soussignés vous remercient d'avance de réaliser ces demandes.

Nom & Prénom	Adresse	Signature

Pétition à renvoyer et à commander à

Solidarité Europe-Pacifique
102, Boulevard Arago
75014 Paris

CCP C-L OTT 13165-10 V Paris

ou

Soutien Financier

Stop Essais !
Bonnecombe
12120 Comps-Lagrandville

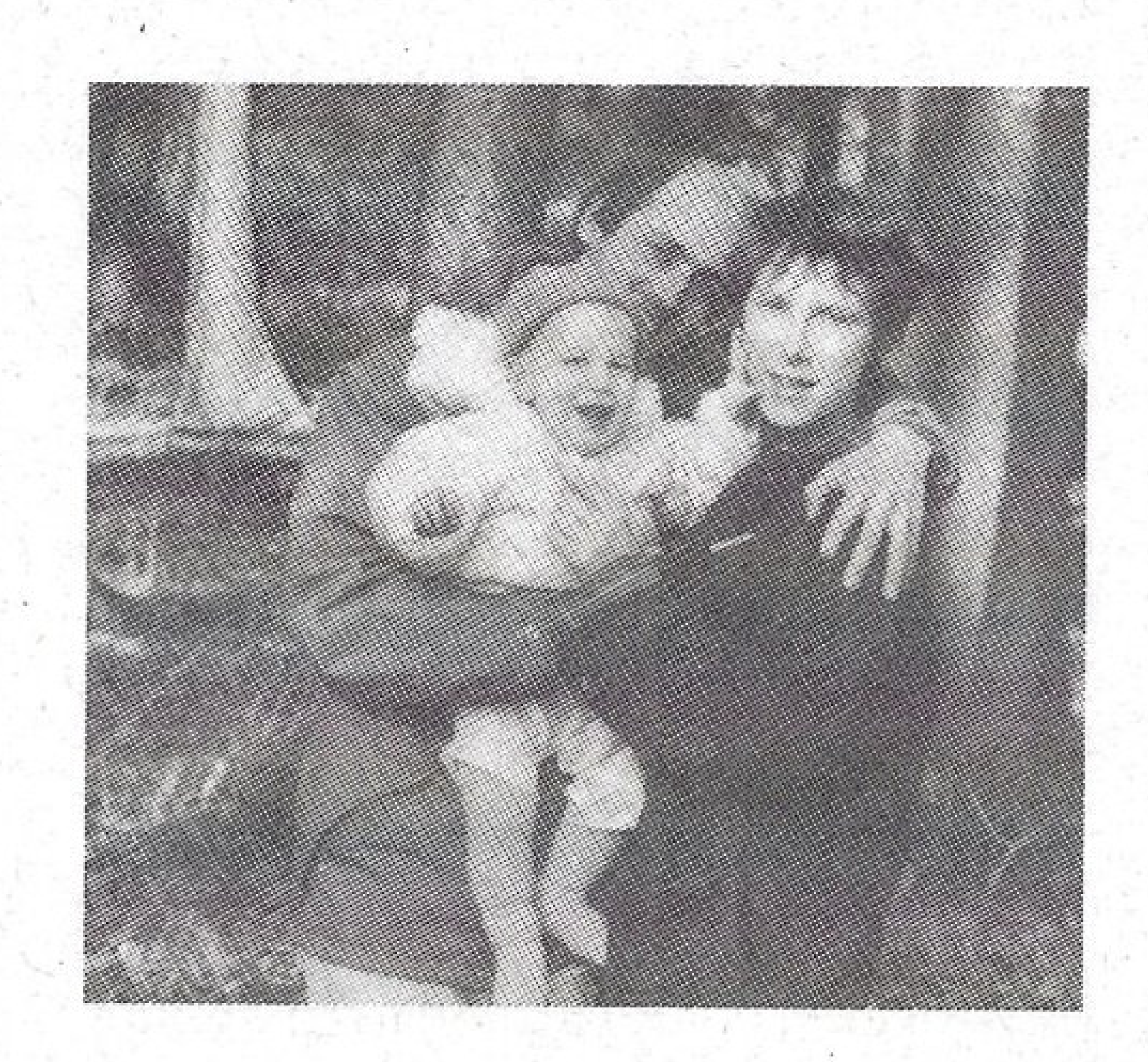
CCP M-P BOVY 1819-07 S Toulouse

Adresse Suisse :
DM, Case 305
1000 Lausanne 9



Départs

Nicolas et Catherine Scyboz-Gaillard, menuisier et enseignante et leur fils **Léo**, ont rejoint le Cameroun le 1er mars 92. Nicolas est chargé de la formation des apprentis menuisiers; du contrôle des travaux pratiques et du suivi des moniteurs au centre «Don Bosco» à Ebolowa.
Leur adresse:
c/o Centre du Bois «Don Bosco»
BP 877 Ebolowa/Cameroun



Olivier et Pascale Souvay-Gigon, menuisier et infirmière et leurs deux fils **Léo et Lua**, sont repartis le 12.2.92 pour le Brésil, à Joao Pessoa. Olivier, avec un groupe de jeunes menuisiers met en place un atelier de menuiserie; il s'occupe de la formation des moniteurs et de l'accompagnement des apprentis ainsi que de la coordination entre artisans et les entreprises locales.
Leur adresse:
Rue Dolores Duran 277 Alto do Mateus
58000 Joao Pessoa (PB) Brésil



Naissances

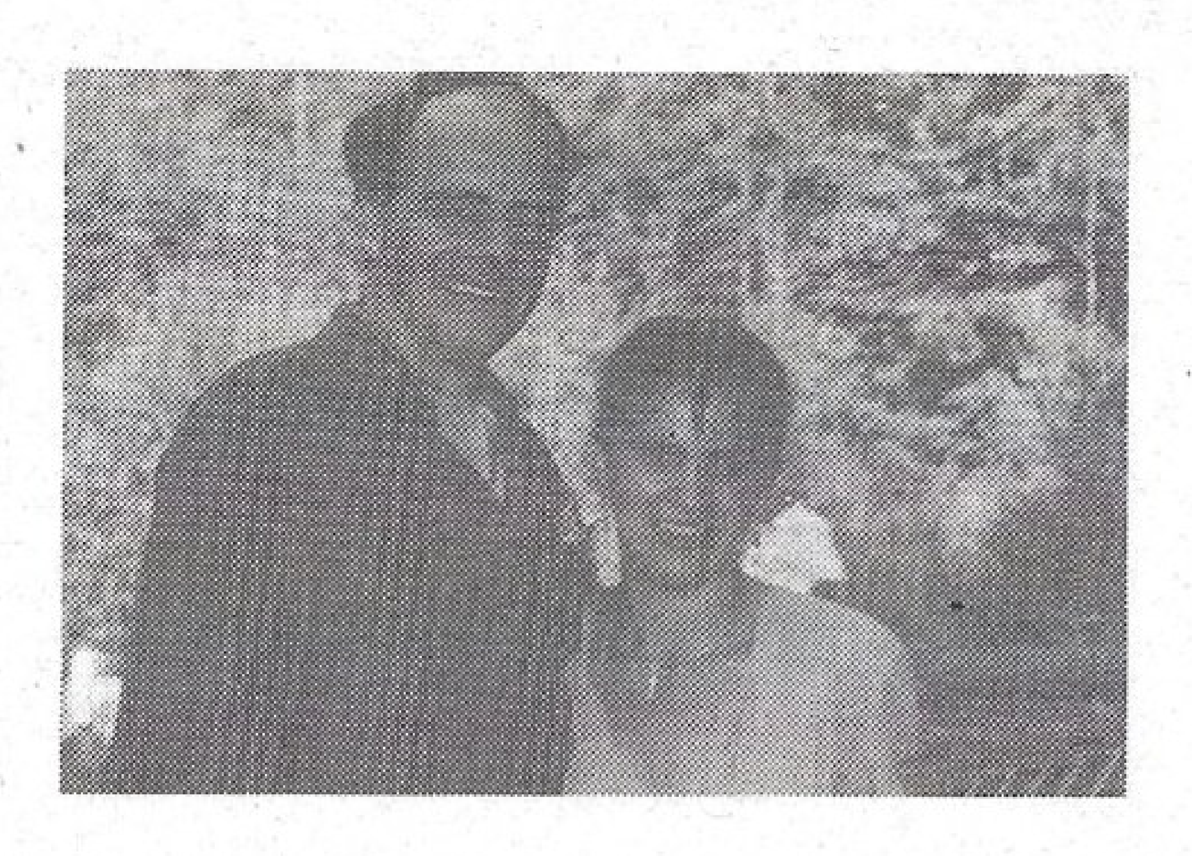
Virginie, le 6 juin 1992, au foyer de **Bernadette et de Pierre Pignon-Progin**, 1172 Bougy-Villars.

Mirjam Anna, le 20 juin 1992, au foyer d'**Ottilia et Gebhard Graf-Egger**, 2515 Prêles.

Mariages

Michel Rhême, ancien volontaire en Haute-Volta (Burkina), et ancien coordinateur FSF au Tchad/Cameroun, avec **Marie-Thérèse Cattin**, le 13 juin 1992.
Leur adresse: 7, ch. du Coin-de-Terre, 1219 Châtelaine

Pierre-Yves Maillard, secrétaire général de Frères sans frontières et ancien volontaire en RCA, avec **Amparo Hernandez Munoz** de Bogota/Colombie le 8 août 1992.
Leur adresse: Rue Jean Grimoux 13, 1700 Fribourg



Retours

Kathi et Ronald Rueda-Haefliger, infirmière et assistant social, et leurs enfants **David et Amalia**, de retour du Nicaragua depuis le 30 mars 92. Kathi et Ronald se sont engagés durant 6 ans dans le domaine de l'éducation à la santé à Ciudad Sandino/Managua: Kathi intégrée dans les groupes sanitaires des quartiers et Ronald dans un centre de santé mentale.
Leur adresse: Av. Général Guisan 52 1700 Fribourg Tél. (037) 26 46 54

Marie-Jeanne et Rémy Christen, Grégory et Barbara, sont rentrés le 4 juin 92 de Pala/Tchad. Marie-Jeanne a accompagné des groupes d'engagements à Gagal. De novembre 88 à juin 92, Rémy a travaillé comme responsable du garage de Pala et de la formation des jeunes mécaniciens.
Adresse actuelle: c/o Raymond Ganguin Rue de la Combe 12 1196 Gland Tél. (022) 364 24 05

Antoinette et Joël Hofer-Decorvet et leurs enfants **Thomas, Diego et Ludovic**, de retour de Santiago de Chile au Chili, le 30 mai 92. De décembre 89 à mai 92, Joël s'est occupé de la formation du personnel en gestion, évaluation, planification du Funcase. Antoinette renforçait l'équipe éducative Puente Alto avec formation dans les domaines de la communication.
Leur adresse: Ch. Vuillonnex 59 1232 Confignon Tél. (022) 757 54 24

Décès

Madame **Carmen Amelia Garzon-Bravo**, le 15 mai 92, maman de José Bravo, Les Corbes, 2065 Savagnier, ancien volontaire en Equateur.

Pierre Schaffter, le 2 juillet 92, papa de Michel Schaffter, Clos de la Velle 3, 2824 Vicques, ancien volontaire au Tchad.

Vérène Pittet, en janvier 92, soeur d'Anne-Marie Pittet, ancienne volontaire au Cameroun.

Chechons un(e) ou des personnes pour remplacer le famille Dubosson pour le gardiennage des chalets au Bouveret



Ruth Grossenbacher est partie pour le Nicaragua à fin août comme volontaire GVOM dans le Centre National de Médecine Populaire Traditionnelle du Nicaragua (CNMPT). Ce centre est né d'un processus original, et il nous a semblé intéressant de vous le présenter.

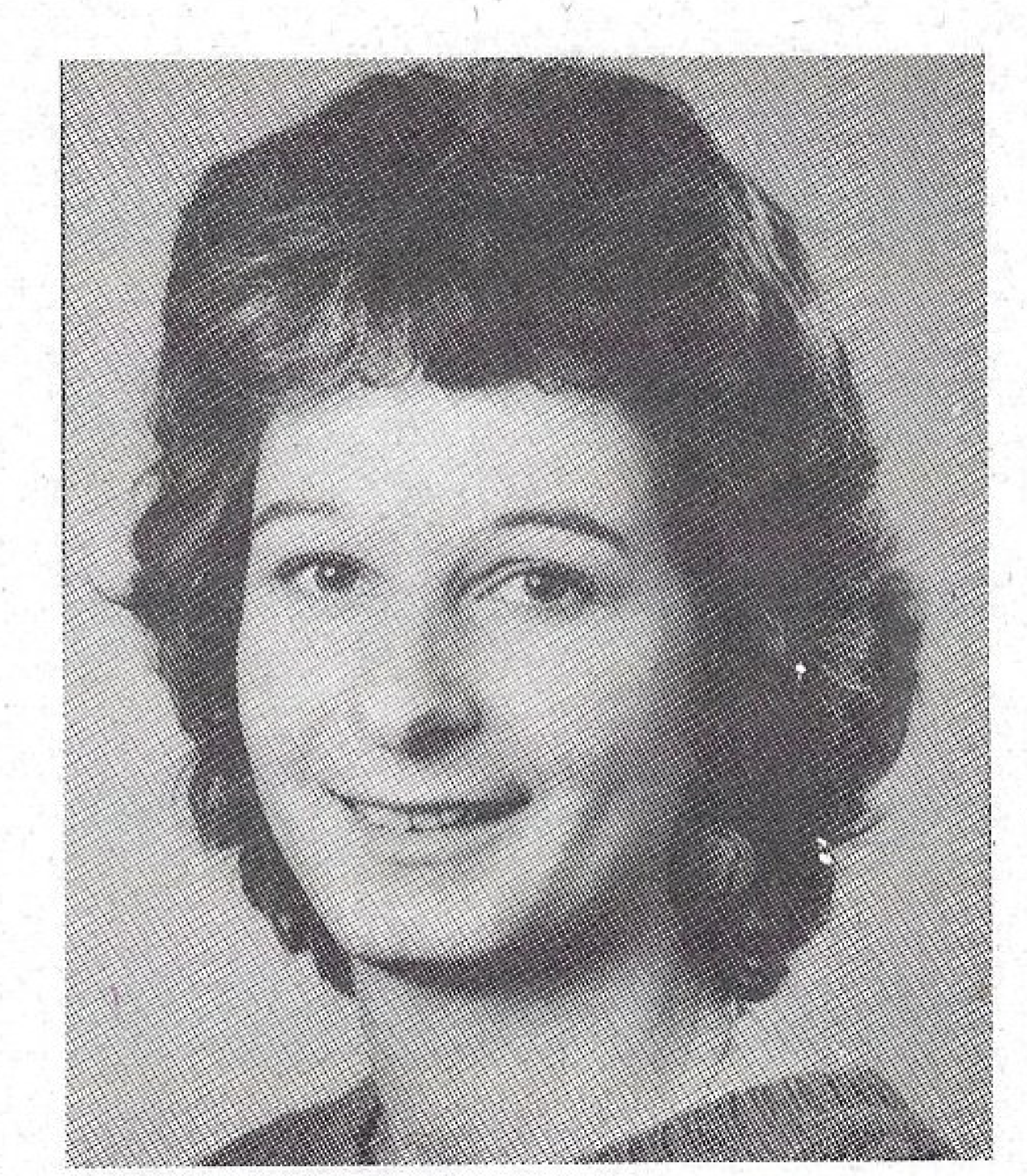
Le projet est né en 1985 de la nécessité de moyens thérapeutiques dans un pays en guerre et soumis à un embargo. Le manque de devises, de médicaments et de matières premières pour les fabriquer ont orienté le Ministère de la Santé vers la médecine populaire traditionnelle, principalement les plantes médicinales; ceci pour ne pas perdre les bénéfices conquis dans le domaine de la santé. Mais ce premier pas allait en entraîner d'autres, comme la recherche de l'identité culturelle nicaraguayenne, la revalorisation de cette culture, ainsi que l'indépendance économique et technologique. Partant d'une urgence, le projet prend une tournure politique et sociale extrêmement intéressante si l'on réalise que la médecine populaire est le patrimoine de populations indigènes, de classes sociales méprisées et exploitées. L'intégrer au système de santé national est ... révolutionnaire!

Dans la pratique, cette démarche débuta par une grande enquête «ethno-botanique»: recherche sur le terrain pour connaître les plantes médicinales et la manière de les cultiver, interview auprès de guérisseurs, masseurs, accoucheuses traditionnelles, émissions de radio pour récupérer des recettes-maison.

Sur la base de ces premiers résultats, la Ministre de la Santé étendit ce processus à d'autres régions du pays et créa en avril 1989 le CNMPT. Sa structure comprend 3 programmes:

- recherche,
- formation et information,
- production et commercialisation des plantes.

Cohérent avec le désir initial de rendre la population plus responsable de sa santé, l'accent est mis sur la formation de «promoteurs de médecine préventive et de santé communautaire» – prenons-en de la graine! – avec pour objectif de former d'ici à 1993 2000 leaders communautaires et chrétiens. Le centre offre de multiples services, tels pharmacie de plantes médicinales, banque de données (informatisée), bibliothèque, publications. Il recherche la coopération au niveau latino-américain, partant du principe que les peuples du continent ont une même conception de la santé et de la maladie, ainsi que des moyens thérapeutiques communs.



Ruth Grossenbacher

Dans le laboratoire de production, à la recherche d'un colorant naturel.



Le CNMPT s'est transformé en ONG pour assurer sa survie après le changement de gouvernement; il continue à collaborer avec le Ministère de la Santé.

Ruth est laborantine et s'est engagée dans des brigades au Nicaragua avant de travailler dans son projet actuel. Elle collabore au programme de production dans le laboratoire de contrôle de qualité. Elle a participé à la construction et à l'installation de ce laboratoire, et commencé l'analyse des huiles essentielles de plantes. Ce travail permet de garantir à la population des produits de qualité qui soient une alternative thérapeutique efficace. Les résultat des analyses sont discutés avec les producteurs en vue d'améliorer les cultures. Les plantes sont utilisées sous forme de teintures, savons, pommades, sirops, poudres.

Ruth devra consolider le travail commencé en développant les techniques de laboratoire, et en participant à la formation tant au niveau populaire qu'universitaire. Nous lui souhaitons beaucoup de joie dans cette tâche!



Je n'ai que 19 ans, mais cela, je le peux!

Je suis entrée dans la cour en hésitant. Mon regard perplexe a glissé le long des vieilles façades: je n'étais pas sûre d'avoir fait le bon choix...

C'était il y a dix mois, lorsque moi, Bettina, 19 ans, Allemande, j'arrivai pour vivre ici, dans cette communauté au milieu de l'Europe.

En terminant le lycée, je ne voulais pas tout de suite continuer mes études. Devoir me décider pour toute une vie, cela me dépassait! J'ai donc choisi d'aller une année à l'étranger.

C'est que j'en avais eu, de grandes idées! D'abord je voulais aller en Inde ou en Afrique. Toute seule, je voulais mettre fin à cette misère. Mais peu à peu, le doute m'a gagnée. J'avais juste 18 ans, suivi l'école, mais ne possédais aucune formation professionnelle. Je n'avais quitté l'Allemagne que quelques fois, pendant les vacances. Non, j'ai compris que je ne pourrais pas répondre à cette tâche. Mais comment être utile avec mon «syndrome d'aider» et mon expérience de vie de 18 ans?

J'ai reçu un prospectus de l'organisation EIRENE. On y lisait: «Programme Nord ... une années au service de la paix dans le riche continent industriel européen...». Qu'est-ce que cela va m'apporter? Mais leurs idées et projets étaient convaincants: hommes qui font leur service civile à l'étranger (au lieu d'aller dans l'armée) et aussi, jeunes femmes, qui vivent une année avec une communauté et essayent une forme de vie nouvelle, non-violente et solidaire avec le tiers monde et les groupes en marge de notre société. Oui, ai-je pensé, cela je le peux! Je peux commencer ici à faire quelque chose pour notre monde. J'ai décidé d'aller dans une communauté religieuse à l'étranger.

Il y a dix mois que je vis ici. D'autres volontaires qui sont devenues mes amies vivent en France, en Irlande, en Espagne, mais aussi en Afrique et en Amérique latine. Tous les trois mois, j'écris une lettre circulaire à un groupe de personnes qui me soutiennent et me subventionnent, dans laquelle je décris ma vie ici.

Ma décision était bonne. Je le sens, parce qu'ici j'apprends qu'il faut commencer à vivre autrement, en solidarité avec les plus démunis.



J'ai eu la possibilité de participer à une vie communautaire, chrétienne, écologique et non-violente et j'ai pu apprendre comment l'on peut vivre comme cela. Et, en relation avec tout ceux qui vivent dans le tiers monde, j'ai essayé de transmettre par mes lettres circulaires que ces possibilités de vie existent, qu'il est important dans sa vie quotidienne d'essayer d'être un signe qui prend valeur d'exhortation: «Nous devons changer notre façon de penser et de vivre!» – pour la vie.

Bettina

Si l'expérience de Bettina vous tente, n'hésitez pas à nous demander nos informations «Programme Nord» (âge: 19-99 ans !).

Programme Sud:

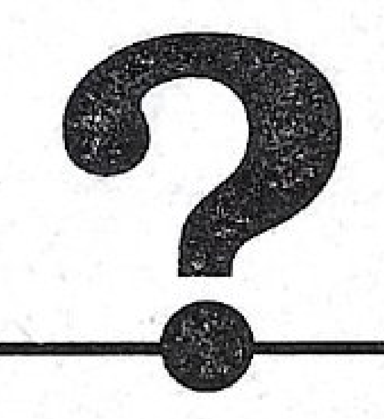
Poste à pourvoir:

Niger,
un/e spécialiste en micro-ordinateurs (à Niamey). Un/e conseiller/ère pédagogique et/ou technique pour animateurs villageois; un/e assistant/e du chef de programme (Agadez).

Nicaragua,
un/e conseiller/ère pédagogique.

Guatémala,
un/e formateur/trice syndical.

Les postes en Amérique latine requièrent une expérience professionnelle dans le tiers monde. Demandez nos profils de postes détaillés.



Notre rubrique «lettre outre-mer» est consacrée à des réactions aux articles du numéro de mars 1992 sur le Niger (J.-D.R.).

«Bravo pour tes articles sur le Niger (lu aussi l'article de l'Hebdo) ils sont super.»

Elisabeth (volontaire au Tchad)

«On a lu ton reportage nigérien avec grand intérêt».

Catherine (volontaire au Tchad)

«Je trouve très bien faits et utiles l'article-dossier sur les Touaregs et la «lettre sur la situation politique dans la région d'Agadès.»

Vincent Girardin, secrétaire de l'association d'entraide et de développement Tamazalak (Genève-Agadès).

«J'adresse cette lettre à Interrogation, et je demande qu'elle y soit intégralement publiée.»

Aucun Nigérien ne peut rester insensible à la lecture de cet article tant il est maladroit.

Dans un pays économiquement écroulé, qui cherche son unité après les troubles qu'il a connus, le fait de présenter une ethnie comme martyrisée par ses pairs est une énorme maladresse; c'est mal connaître la situation exacte et l'histoire récente. En tout cas, c'est mettre de l'huile sur le feu et risquer de faire échouer tous ceux qui travaillent à l'entente.

Ce genre de propos alimente un racisme anti-touaregs dans le reste de la population et voici pourquoi. Tous les laissés-pour-compte, de toutes les ethnies, de toutes les classes sociales se sentent profondément blessés et indignés par cette analyse et commencent à exprimer un racisme anti-touaregs dangereux. Ainsi, on transforme un problème social de classe en un problème ethnique: les vieux démons risquent de se réveiller!

Lisons ce texte pas à pas pour bien faire comprendre.

Au sujet du contexte géographique

Dès la présentation du contexte géographique, je relève quelques erreurs significatives:

1. Les Toubous n'habitent pas le centre du Niger, mais ils sont «à cheval» sur la frontière avec le Tchad à l'extrême est.

2. D'après le texte, on pourrait croire que les Peuls, les Toubous et les Touaregs ne sont pas noirs: ce qui est manifestement faux pour les deux premiers groupes et une partie du troisième!

Un détail que je relève: l'extrême sud-est du Niger (Diffa, N'Guigmà) reçoit la même quantité de pluie qu'Agadès. En effet, les bandes dont il est question s'inclinent vers le sud-est.

Au sujet du contexte politique

Oui, les trois chefs de l'Etat ont été ou sont Djermas. Mais l'administration est une administration parfaitement interethnique.

Vous pouvez trouver à tous les postes de grandes responsabilités outre des Djermas, des Gourmantchés, des Haoussas, des Kanuris, des Peuls, des Touaregs, ou des Toubous (par ordre alphabétique).

La difficile question du statut des Touaregs, partenaires d'Eiréné au Niger, n'échappe pas au débat interne de cette ONG multinationale et multiethnique…



Au sujet des Touaregs

Tous les gouvernements ont toujours été inter-ethniques. En effet, c'était un choix absolu fait par le Président Kountché pour qui les échanges inter-ethniques étaient la condition pour un développement possible (voir les festivals de la jeunesse).

Cependant, il faut souligner que ces hauts responsables, à partir d'un certain moment, ont constitué une classe de privilégiés et ont profité seuls des possibilités d'enrichissement.

J'ai sincèrement l'impression que vous faites ici un culte de l'ethnie touarègue: la noble, la guerrière...

Je sens une sorte de contradiction profonde entre les buts de Eiréné et la défense de traditions guerrières, d'organisation par caste, de pratique de l'esclavage, des razzias, etc... Je respecte profondément la culture touarègue, mais, comme toute culture, elle a besoin de se dépouiller de toutes ses valeurs négatives.

Au Niger, toutes les ethnies sont comparables aux Kurdes et aux Gitans puisque toutes sont traversées et divisées par des frontières. C'est pourquoi, toutes les ethnies, ensemble, doivent lutter et combattre contre les tendances au séparatisme par des actions de réconciliation, de travail puisque le destin les a rassemblées malgré elles dans les mêmes frontières. Jouons la carte de l'unité, plutôt que la carte de la séparation... on a plus de chance de s'en sortir.

Les Touaregs ont un sentiment de marginalisation; ce sentiment est respectable et doit être pris au sérieux. Cependant, ils doivent en rechercher les causes aussi bien internes qu'externes. Nous leur demandons d'exprimer ce sentiment d'une manière constructive.

Il y a eu effectivement des injustices infligées à la communauté touarègue (exemple le FIDA). Mais, remarquons que, partout au Niger, des hommes et des femmes ont subi ce même genre d'injustice indéfendable. La riposte des Touaregs, que l'on peut très bien comprendre, a fait malheureusement entrer cette communauté dans la spirale infernale de la violence (représailles de l'armée s'appuyant sur les dissensions inter-touarègues). Cela devrait nous faire réfléchir en tant qu'organisme de paix.



Daouda Guiambé, Haoussa, membre de l'équipe d'Eiréné au Niger.

Au sujet de la carte

Celui qui a fait cette carte s'est trompé, et certainement ne connaît pas bien la répartition des ethnies. En tout cas, Eiréné ne peut ni ne doit la reprendre à son compte. (...) Sur cette carte, on a mis dans le «pays touareg» des régions entières où les Haoussas et les Songhaïs sont très largement majoritaires. Suffit-il donc que des Touaregs résident dans une région pour que celle-ci devienne du même coup touarègue? C'est très dangereux!

Devant une telle carte, pouvez-vous imaginer les sentiments d'un Haoussa de Birni N'Konni ou d'un Songhaï de Ayorou ou Dolbel? (...) Mohamed Moussa a été nommé Ministre de l'Intérieur non pas par la Conférence Nationale, mais par le Premier Ministre. (...)



Réflexions personnelles

Je connais l'auteur de l'article et je suis persuadé qu'en aucun cas il a voulu blesser qui que ce soit. Il a été profondément marqué par son voyage, par ses rencontres et par son expérience sur le terrain. Mais, ce n'est pas en trois semaines de présence au Niger que l'on peut faire le tour de la question.

A la limite donc, toute cette expérience et toute cette bonne volonté risquent de servir non pas ceux qui travaillent à la paix au Niger, mais bien ceux qui, pour une raison ou une autre, ont intérêt à maintenir une situation confuse. (...) La vision doit être la plus large possible. S'il y a recherche de paix et de justice il faut les vouloir pour tous. (...)

Je souhaite de tout coeur que ma réflexion puisse faire avancer une solution aux difficultés que connaît mon pays.

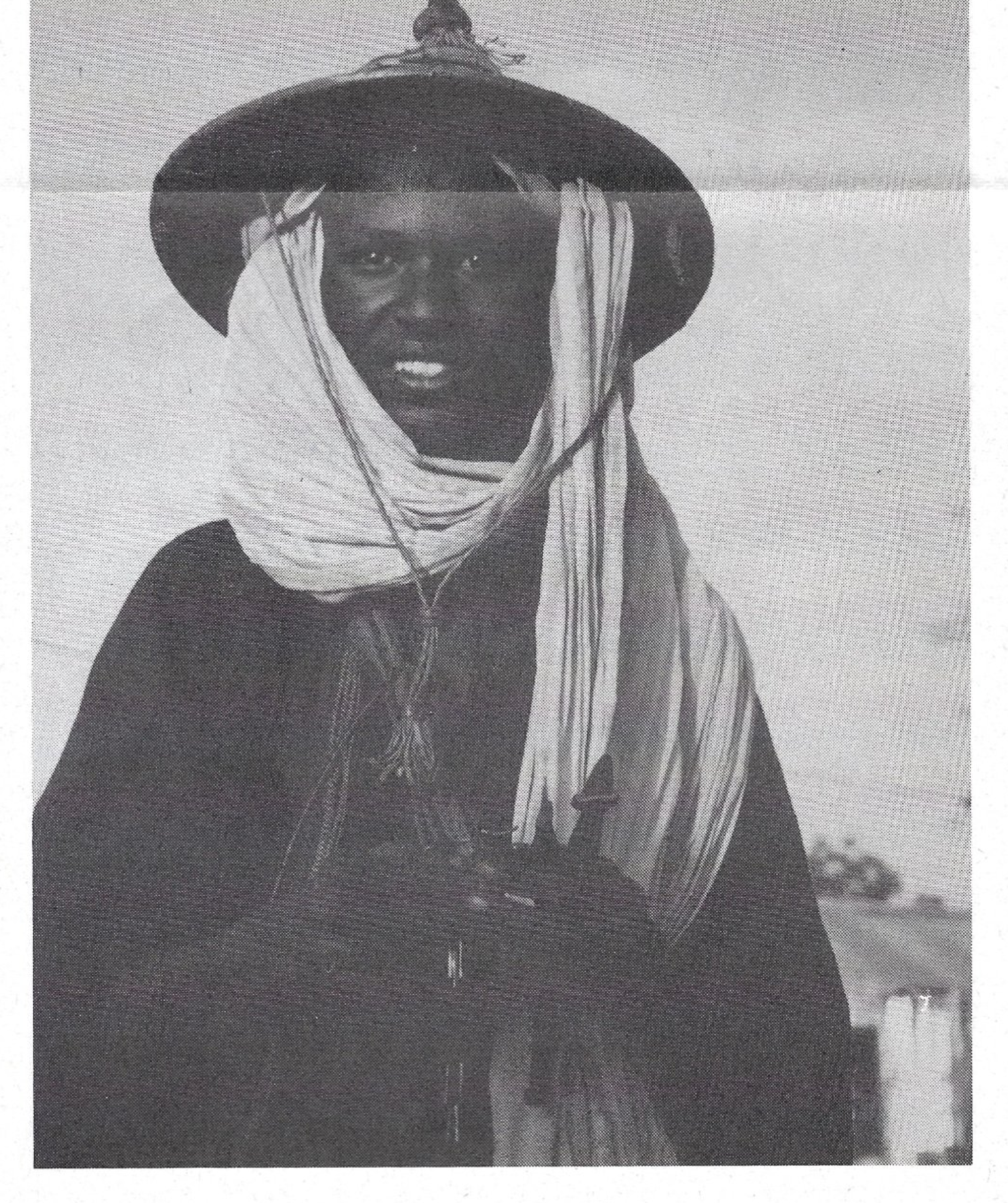
Daouda Guiambé, Eiréné Niger, ethnie Haoussa.

Réaction de J.-D. R.

Cher Daouda,

Si je t'ai bien lu, tu est fâché et indigné parce que tu vois dans mon article un soutien partisan et mal informé de la cause touarègue. Tu aurais aimé plus d'égalité de traitement de ma part face aux autres ethnies, seul moyen, tu en es convaincu, de favoriser la réconciliation nationale au Niger.

Peul au marché d'Agadez, un des éléments du puzzle nigérien.



Je suis personnellement déçu et irrité (mais aussi heureux que tu aies réagi) de voir qu'en lisant mon message, tu ne saisis pas mes intentions non-partisanes face aux ethnies et que tu n'y voies pas transparaître le résultat d'un long et minutieux travail de documentation accompli à mon retour en Suisse, même s'il est nécessairement simplificateur puisque synthétique (j'ai aussi commis l'erreur d'écrire que le Ministre de l'Intérieur avait été nommé par la Conférence nationale et non par le Premier Ministre, comme tu le fait remarquer).

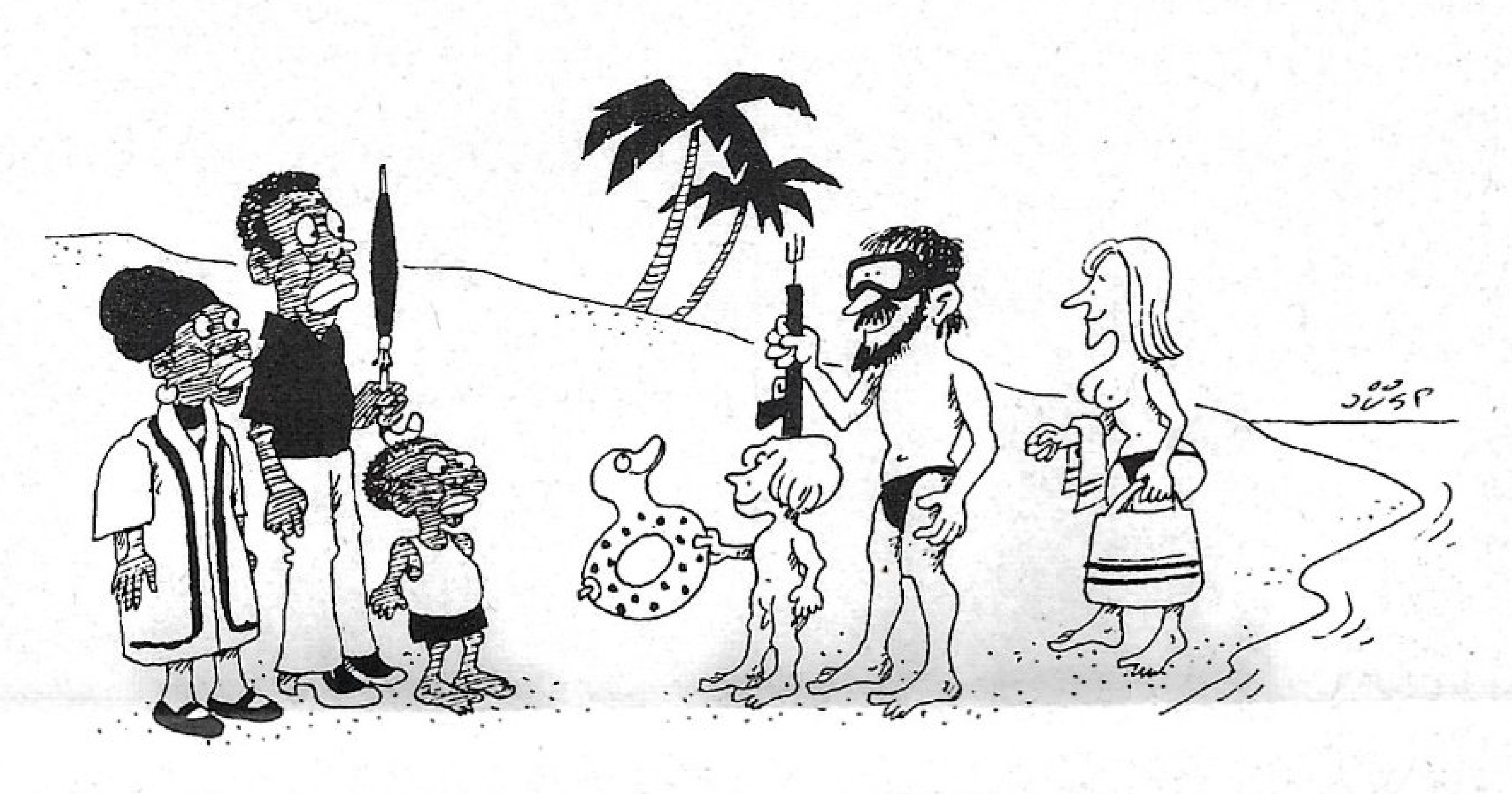
Cependant, j'imagine un Africain écrivant sur la «question jurassienne»... et je comprends mieux ainsi que des lecteurs impliqués dans le conflit puissent avoir des réactions imprévisibles pour le rédacteur. Je suis d'accord avec toi qui sent «une sorte de contradiction profonde entre les buts d'Eiréné et la défense de traditions guerrières, d'organisation par castes, de pratique de l'esclavage, des razzias», de la culture touarègue. Mais il est très délicat pour un européen de passage de poser un jugement de valeur sur une autre culture. Ce n'est qu'en rendant justice à toutes les victimes d'abus, que la réconciliation sera possible. Je trouve utile que tu décrives les injustices que nous ignorons qui peuvent s'ajouter aux faits, dénoncés par les organisations des Droits de l'homme, que je ne saurais taire.

Merci de t'être donné la peine de nous écrire. Fraternellement.

J.-D. R.







Cultures et communication, vu par Jürg Spahr.

Les Brigades de Paix Internationales (PBI)

sont une organisation non-violente, impartiale et non-gouvernementale. Pour leur équipe en place au Salvador, elles cherchent

plusieurs volontaires

notamment pour animer des ateliers d'« éducation à la paix » (résolution non-violente des conflits, négociation, médiation, analyse de conjoncture, dynamique de groupes, etc.).

Sont exigés:

- Expérience en éducation populaire (matières ci-dessus)
- Expérience de l'Amérique latine
- Connaissance de la situation en Amérique centrale
- Très bon niveau en espagnol
- Engagement réel pour les principes de la non-violence et notamment des PBI
- 25 ans révolus
- Une excellente santé physique et psychique
- Un engagement pour une durée minimum d'un an.

Les conditions d'engagement sont celles d'un volontariat spartiate (50 dollars par mois d'argent de poche!), mais passionnant, au sein d'une organisation démocratique présente dans 14 pays sur 3 continents.

Renseignements:
PBI Suisse romande, CP 178, 1000 Lausanne 3 Cour. Tél. (021) 311 06 90.

DIS !...
TU M'ÉCOUTES ?

... Les enfants sont plus mes créatures
Que les hommes.

Ils n'ont pas encore été défaits par la vie.
De la terre.

Et entre tous ils sont mes serviteurs.
Avant tous.

Et la voix des enfants est plus pure
que la voix
du vent dans le calme de la vallée.
Dans la vallée recoite.

Et le regard des enfants est plus pur
que le bleu du ciel,
que le laiteux du ciel, et qu'un rayon
d'étoile dans la calme nuit.

Ch. Péguy

Rédaction :
Av. Juste-Olivier 11
CH-1006 Lausanne
CCP 10-10580 - 2

EIRENE
Service chrétien international pour la paix
Comité suisse
CP 2262
CH-2302 La Chaux-de-Fonds
CCP 23-5046 - 2

FSF
Frères sans frontières
Case postale 26
CH-1702 Fribourg
CCP 17-7786 - 4

GVOM
« La Joliette »
Chemin des Bolets
CH-2013 Colombier
CCP 10-20968 - 7

Changement d'adresse : prière de l'annoncer directement au Mouvement concerné

INTERROGATION parait huit fois par année.
Il est adressé aux membres de nos organismes selon les statuts

Impression / composition : Imprimerie Glasson SA - Rue de la Léchère 10
CH-1630 Bulle

JAB